

J'ai préconisé dans le passé et je préconise toujours une déclaration de principe. Quand j'ai pris la parole à la Chambre, le 16 mai dernier, j'ai dit que le temps n'était peut-être pas très éloigné où, par la coutume plutôt que par des principes fondamentaux inscrits dans des textes, l'égalité de tous les hommes, indépendamment de leur race, de leur couleur et de leur religion, serait reconnue. Aucun document n'a été signé à la conférence, mais cela n'en diminue pas moins l'importance de ce qui s'est passé.

Je répète que nous avons accepté le principe fondamental et que nous l'avons établi en tant que coutume du Commonwealth pour l'avenir, en tant que fondement du Commonwealth moderne, et j'y vois l'assurance d'un Commonwealth plus fort à l'avenir.

... Peu de temps avant le début de la réunion le premier ministre du Tanganyika, M. Julius Nyerere, a publié une déclaration frappante où il était dit qu'en ce qui concerne le Tanganyika il ne serait pas question de demander à être admis au Commonwealth si l'on y tolérait la discrimination. Cette déclaration, ainsi que d'autres par des dirigeants africains de territoires qui doivent bientôt accéder à l'indépendance, laissent entrevoir la destinée et la promesse de l'avenir.

Certains diront—et énergiquement—que nous aurions dû insister pour faire expulser l'Afrique du Sud. Je rappelle à ceux-là que le Ghana, le Nigéria, l'Inde, le Pakistan, la Malaisie et Ceylan n'ont pas parlé dans ce sens. Que cette rupture ait dû se produire et que l'Afrique du Sud ait dû retirer sa demande, voilà qui constitue, à mon avis, la meilleure ligne de conduite à suivre. Cela nous a fourni l'occasion d'établir plus clairement le principe de la non-discrimination, car les premiers ministres ne se seraient pas contentés de moins que cela.

Comme le premier ministre du Royaume-Uni l'a dit hier à la Chambre des communes britannique, il est regrettable que l'Afrique du Sud ait choisi d'agir ainsi au lieu d'accepter raisonnablement un fait fondamental du monde où nous vivons. . . .

Communiqué final

La réunion des premiers ministres du Commonwealth s'est terminée aujourd'hui. Le Pakistan, le Ghana et Chypre étaient représentés par leurs présidents. Les autres pays du Commonwealth étaient représentés par leurs premiers ministres.

Il avait été entendu que, cette fois-ci, les premiers ministres concentreraient surtout leur attention sur un nombre restreint de problèmes précis qui présentent actuellement un intérêt commun pour chacun d'entre eux, notamment, le désarmement, la structure des Nations Unies et certains problèmes constitutionnels intéressant le Commonwealth même. Au début de la réunion cependant, les premiers ministres ont passé en revue l'ensemble de la situation internationale, afin de placer ces problèmes particuliers dans la perspective des événements mondiaux